



Chapitre M-6

LOI SUR LES MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES

SECTION I

DÉFINITIONS

Mines. **1.** La présente loi ne s'applique pas aux mines visées par la Loi sur les mines (chapitre M-13).

S. R. 1964, c. 157, a. 1.

Définitions:
« machine fixe »;

2. Dans la présente loi:

1° Les mots « machine fixe » comprennent:

- a) Les chaudières à vapeur;
- b) Les moteurs à vapeur;
- c) Les moteurs fixes, à combustion interne, de plus de vingt-cinq chevaux-vapeur mécaniques;
- d) Les appareils frigorifiques actionnés par des moteurs d'une puissance totale excédant vingt-cinq chevaux-vapeur mécaniques;
- e) La tuyauterie et les accessoires servant au fonctionnement des machines ci-dessus.

Ces mots ne comprennent pas, cependant:

a) Les chaudières à vapeur utilisées pour le chauffage d'immeubles autres que des édifices publics visés par la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (chapitre S-3) ou des établissements industriels visés par la Loi sur les établissements industriels et commerciaux (chapitre E-15);

b) Les chaudières dont la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas quinze livres au pouce carré et dont la puissance n'excède pas soixante-quinze chevaux-vapeur et la surface de chauffe, mille cent vingt-cinq pieds carrés;

c) Les chaudières utilisées ailleurs que sur un chantier de construction et dont la soupape de sûreté est réglée à une pression supérieure à quinze livres au pouce carré, mais dont la puissance n'excède pas quinze chevaux-vapeur et la surface de chauffe, deux cent vingt-cinq pieds carrés;

« mécanicien de machines fixes »;

2° Les mots « mécanicien de machines fixes » désignent toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification;

- « *ministre* »; 3° Le mot « ministre » désigne le ministre du travail et de la main-d'œuvre;
« *règlements* ». 4° Le mot « règlements » signifie les règlements édictés en vertu de la présente loi.

S. R. 1964, c. 157, a. 2; 1968, c. 43, a. 17.

SECTION II

EXAMINATEURS

- Nomination et traitement. **3.** Il est loisible au gouvernement de nommer des examinateurs au nombre de trois au plus, dont un examinateur en chef, ainsi qu'un secrétaire et les employés nécessaires à l'exécution de la présente loi, et de fixer leur traitement conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

S. R. 1964, c. 157, a. 3; 1965 (1^{re} sess.), c. 14, a. 81.

- Bureau. **4.** Les examinateurs ainsi nommés constituent le bureau des examinateurs; ce bureau est sous le contrôle du ministre.

S. R. 1964, c. 157, a. 4.

- Rapport. **5.** L'examineur en chef doit faire un rapport annuel au ministre.

S. R. 1964, c. 157, a. 5.

- Examens. **6.** Les examinateurs tiennent les séances d'examen et émettent les certificats.

S. R. 1964, c. 157, a. 6.

- Registres. **7.** Les examinateurs doivent tenir des registres dans lesquels sont inscrits les noms des mécaniciens qui ont subi leur examen, ainsi que ceux des aspirants aux examens et le montant des honoraires perçus. Ils doivent conserver dans leurs archives les copies d'examen de chaque aspirant.

S. R. 1964, c. 157, a. 7.

- Droit d'accès. **8.** Un examinateur, ou un inspecteur nommé pour la mise à exécution de la présente loi, peut, à toute heure, entrer et passer sur toute propriété où se trouve une machine fixe dans le but de constater si la présente loi et les règlements sont observés.

S. R. 1964, c. 157, a. 8.

SECTION III

CERTIFICATS

- Certificat requis. **9.** Nul ne doit travailler comme mécanicien de machines fixes sans posséder un certificat de la catégorie établie pour son travail par les règlements.
S. R. 1964, c. 157, a. 9.
- Devoirs d'un propriétaire de machine fixe. **10.** Toute personne ayant comme propriétaire, locataire ou usager ou autrement le contrôle d'une machine fixe doit:
a) Ne confier le travail de mécanicien de machines fixes qu'à des personnes ayant le certificat requis;
b) Tenir cette machine, quand elle fonctionne, sous la surveillance d'un mécanicien de machines fixes;
c) Faciliter le travail d'un inspecteur.
S. R. 1964, c. 157, a. 10.
- Certificat suffisant. **11.** Aucun mécanicien de machines fixes qui détient le certificat requis par la présente loi et les règlements n'est tenu de subir un autre examen, ni d'obtenir une licence ou un certificat de compétence d'aucune autorité municipale.
S. R. 1964, c. 157, a. 11.

SECTION IV

RÈGLEMENTS

- Réglementation. **12.** Le gouvernement peut faire les règlements qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de la présente loi, en particulier pour les fins suivantes:
a) Définir les différentes classes de certificats prévus à l'article 9;
b) Définir les conditions d'émission des certificats;
c) Définir la nature des examens et les matières sur lesquelles ils pourront porter;
d) Fixer la durée de validité des certificats et les conditions de leur renouvellement;
e) Établir des honoraires pour l'émission et le renouvellement des certificats et pour l'admission aux examens;
f) Déterminer la façon d'établir la puissance des machines fixes;
g) Édicter toutes autres prescriptions propres à faciliter le travail des examinateurs et à augmenter l'efficacité du service.

- Publication. Ces règlements entrent en vigueur après publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
S. R. 1964, c. 157, a. 12; 1968, c. 23, a. 8.

SECTION V

CONTRAVENTIONS

- Recouvrement d'honoraires. **13.** En outre des poursuites pénales ci-après prévues, une action peut être intentée pour recouvrer de tout mécanicien de machines fixes l'honoraire payable sur le renouvellement de son certificat, s'il agit comme tel sans avoir acquitté cette obligation.
S. R. 1964, c. 157, a. 13.
- Peine pour infraction. **14.** Toute personne qui enfreint quelque disposition de la présente loi ou ses règlements est passible d'une amende de vingt-cinq à cent dollars, ainsi que des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.
S. R. 1964, c. 157, a. 14.
- Poursuites pénales. **15.** Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général.
- Procédure. La procédure est celle prescrite par la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15).
S. R. 1964, c. 157, a. 15.
- Preuve. **16.** Aucune preuve n'est permise pour établir que la poursuite a été intentée à la suite d'une plainte ou pour découvrir l'identité du dénonciateur.
S. R. 1964, c. 157, a. 16.

*La présente loi sera abrogée lors de l'entrée en vigueur de l'article 96 du chapitre 51 des lois de 1969, à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.
L'article 2 de la présente loi sera modifié à compter du 1^{er} janvier 1978, date de l'entrée en vigueur de l'article 33 du chapitre 60 des lois de 1977.*

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 157 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre M-6 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 157

Chapitre M-6

LOI DES MÉCANI-
CIENS DE MACHINES
FIXES

LOI SUR LES MÉCANI-
CIENS DE MACHINES
FIXES

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 16

1 - 16

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

